

*Pouvoir d'emprunt*

Il voudrait maintenant emprunter 19 milliards de dollars sans nous dire pourquoi. Il n'avait pas à nous demander une pareille somme en une seule fois. Il aurait pu séparer le bill en deux parties et nous l'aurions autorisé à emprunter suffisamment pour terminer la présente année fiscale; ensuite il aurait pu présenter un budget et proposer une autre mesure d'emprunt pour ses autres besoins. En outre, cette mesure aurait dû être accompagnée d'explications. Il aurait pu avoir recours à un autre de ses célèbres mini-budgets qu'il nous a servis à quelques reprises depuis le fiasco de novembre 1981.

Naturellement, plusieurs autres députés ont rappelé qu'il nous a promis un budget à différentes reprises. Autant que je sache, le budget ne sera probablement pas présenté avant le début de mai.

Comme le gouvernement avait le choix entre l'un ou l'autre de ces moyens, pourquoi n'a-t-il rien fait? Certains propos sinistres qui ont cours dans le grand public seraient-ils exacts? Ou encore, ne serions-nous pas victimes d'une autre divagation du premier ministre (M. Trudeau) aux yeux de qui nous ne sommes qu'une bande de nullités? C'est peut-être vrai, mais nous demeurons quand même l'ultime autorité souveraine aux yeux du public. Nos électeurs nous ont confié une tâche et c'est à eux que nous devons rendre des comptes en définitive.

Le Parlement a dû mener une longue lutte, difficile et sanglante pourrais-je ajouter, pour obtenir l'autorité suprême sur les deniers publics. Nous ne rendrions service ni à nos prédécesseurs ni à nos successeurs en abandonnant ce privilège à la légère. Peut-être le cabinet a-t-il perdu tant de contrôle sur l'économie, la vie politique et sur tous les autres problèmes qu'il a à résoudre, qu'il est devenu impuissant. C'est sans doute très proche de la vérité.

Quelle que soit la raison pour laquelle le projet de loi nous est proposé sous cette forme, rien ne nous autorise à délaissier collectivement nos responsabilités morales devant nos électeurs. Quels que soient les motifs derrière ce projet de loi, qu'il s'agisse d'une simple incompétence ou d'une absence de contrôle, il ébranle la confiance que nous les représentants élus de nos circonscriptions, avons dans la capacité du cabinet de gérer les affaires de notre pays.

Arrive à un moment où chacun doit considérer les véritables intérêts de ceux devant qui il est ultimement responsable. J'estime que ce moment-là est maintenant arrivé.

**M. Walter McLean (Waterloo):** Monsieur le Président, nous entreprenons cette étape du débat sur le projet de loi C-143 en sachant pertinemment que le seul secteur de l'économie qui ne s'occupe pas de freiner ses dépenses et de fixer intelligemment ses priorités à cet égard, c'est le gouvernement fédéral. Or, on nous demande de lui faire aveuglément confiance, alors même que nous entendons parler tous les jours de nouvelles extravagances toutes plus insensées les unes que les autres. Le gouvernement ne se soucie aucunement des difficultés qu'il impose aux contribuables canadiens.

Il nous demande aujourd'hui l'autorisation d'emprunter pour l'année financière 1983-1984 14 milliards de dollars, dont 5 milliards pour lui permettre de se rendre jusqu'à la fin du présent exercice. Comment le fait-il? Eh bien, le ministre des Finances (M. Lalonde) nous prie de faire confiance au gouvernement tout en nous prévenant que celui-ci va nous imposer le baillon de la clôture pour nous empêcher de poursuivre le

débat et par conséquent de nous faire entendre du public. «Faites-nous confiance,» dit-il. Pour tout document, il nous présente un projet de loi archi-court, quelques paragraphes qui auraient pu tenir sur une seule page alors que le projet de loi concernant les augmentations d'impôt, le bill C-139, avait presque deux pouces d'épaisseur.

• (1750)

Qu'il me soit permis de rappeler à la Chambre et à ceux qui s'inquiètent des finances du pays qu'il y a à peine quelques mois, le prédécesseur de l'actuel ministre des Finances a très clairement pris devant la Chambre l'engagement suivant:

Je ne reviendrais pas devant la Chambre pour lui demander d'accroître le pouvoir d'emprunt sans lui fournir des informations détaillées sur l'état de l'économie et ses conséquences sur les finances publiques. J'estime que je serais bien malvenu de lui présenter une requête en ce sens avant d'avoir présenté une mise à jour assez détaillée sur ces deux aspects... Je ne manquerai sûrement pas de faire le point à cet égard avant de lui demander d'approuver une nouvelle augmentation du pouvoir d'emprunt.

Où sont-elles ces explications? Le gouvernement nous demande de lui faire confiance. Il nous annonce un budget pour la fin d'avril, ou peut-être pour le mois de mai. Entre-temps, il menace de clore toute discussion à ce propos.

Je ne pourrais jamais aller dire à mes électeurs de la circonscription de Waterloo que j'ai autorisé le gouvernement à emprunter 19 milliards de dollars sans même qu'il nous précise ses intentions. Monsieur le Président, les personnes de culture mennonite que je représente, les citoyens d'origine allemande ou écossaise de la région de Waterloo n'accordent pas leur vote aveuglément.

Je refuse de faire confiance au gouvernement quand je sais qu'il a consacré plus d'un million de dollars à une campagne publicitaire destinée à nous convaincre que nous avons presque atteint l'autarcie énergétique. Je ne peux pas oublier non plus que près de 7,000 propriétaires de la région de Waterloo ont vu le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources dépenser de l'argent dans le but de les informer que son gouvernement approuvait l'emploi de la mousse d'urée-formaldéhyde pour isoler leurs maisons. Il est certain que ces contribuables font si peu de cas de la parole du gouvernement, ont si peu confiance dans le gouvernement qui demande à emprunter 19 milliards de dollars, que beaucoup d'entre eux, je le constate de jour en jour, ne voudront pas entendre parler des nouveaux programmes approuvés par le gouvernement pour enlever la mousse isolante d'urée-formol de leur maison.

Je refuse de reprendre la parole devant les diplômés de l'enseignement postsecondaire du Collège Conestoga ou de l'Université de Waterloo ou de l'Université Wilfrid Laurier pour leur dire que j'ai fait confiance, de par mon vote, au gouvernement qui avait la charge d'une économie laquelle ne peut fournir le moindre emploi à des milliers de ces jeunes gens instruits et capables, encore moins dans les domaines où ils ont fait de longues études. Ils ont déjà espéré que le gouvernement les aiderait, qu'il leur donnerait l'occasion de se sentir utiles à la société canadienne. Or que constatent-ils? Ils n'ont presque aucun espoir de trouver un emploi. Les programmes de main-d'œuvre leur donnent peu de sentiment de satisfaction et peu d'espoir de pouvoir fonder une famille et bâtir leur avenir. Quelle confiance le gouvernement a-t-il gagnée avec un taux de chômage sans précédent de 14.2 p. 100 dans la région de Waterloo, d'après les chiffres du mois dernier de Statistique Canada? Il est impensable que ces 22,000 chômeurs, sur une